

Merklen (Denis) - *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* - Villeurbanne, Presses de l'Enssib, 2013 (Papiers). 352 p. Figures. Illustrations. Bibliogr.

Entre 1998 et 2013, 69 bibliothèques de quartier ont été incendiées. Parmi elles, 32 ont été prises pour cible pendant les révoltes de novembre 2005 et 7 l'ont été à la suite de l'élection de Nicolas Sarkozy. Considérés comme incompréhensibles, déraisonnables, voire inacceptables, de tels incendies suscitent malaise et étonnement : rarement revendiqués, ils visent l'un des seuls îlots *a priori* affranchis des processus de régulation sociale institutionnels qui encadrent les quartiers populaires périphériques. Et ces incendies attisent d'autant plus la curiosité de Denis Merklen, sociologue à l'Université Paris III, qu'un étrange silence politique et médiatique les entoure. Pourquoi donc chacun semble fermer les yeux – y compris les chercheurs en sciences sociales – face à ces événements : des flammes et des pierres lancées

contre ce que l'auteur définit comme l'un des emblèmes de la République ?

Dans ce livre, D. Merklen s'efforce de comprendre pourquoi ces actes incendiaires surviennent au sein de l'espace populaire tout en s'interrogeant sur la qualification de « violence » qui leur est accolée. À distance des interprétations qui ancrent l'incendie dans le registre de l'anomie, l'auteur entend montrer que ces révoltes populaires sont à inscrire à la fois dans un univers de conflits – qu'il convient de décrypter – et dans l'histoire des banlieues et des évolutions qui les traversent. Il se donne ainsi pour ambition de placer cette « économie des rapports conflictuels multiples » (p. 13) au centre de sa thèse :

« Nous proposons [...] d'accueillir pierres et cocktails Molotov comme porteurs de messages adressés à la fois aux institutions et aux autres habitants du quartier, comme une tentative d'ouvrir les institutions à une réalité qui est pourtant là, de l'autre côté des vitres. » (p. 11)

D. Merklen part du postulat que les territoires du populaire entretiennent un lien fondamental au politique et que les événements qui s'y déroulent sont lisibles en termes de rapports sociaux de classe. Au fond, il s'agit de démontrer que les incendies de bibliothèque symbolisent un renouveau des formes d'engagement vis-à-vis du politique et rendent compte de la constitution de nouvelles classes populaires. C'est alors cette « politicalité populaire » – ce substrat politique spécifique aux classes populaires – que l'auteur place ici au cœur de son propos.

D. Merklen propose, en effet, une sociologie politique des quartiers populaires en faisant des incendies de bibliothèque une des « modalités d'action » (p. 30) de la révolte dans ces territoires. Pour ce faire, il s'appuie sur un long travail d'investigation mené de 2006 à 2011, principalement dans la communauté d'agglomération de Plaine Commune, au nord de Paris. Cinq monographies ont été réalisées, ainsi que des entretiens formels et informels avec de multiples acteurs, parmi lesquels 75 bibliothécaires. Enfin, un important travail de recherche documentaire a été effectué, à la fois sur la presse – locale, nationale, *people* – et sur la littérature populaire. Puisqu'il s'agit d'aller plus loin que la seule « radiographie des publics, des usages et des lectures » qui composent l'espace de la bibliothèque (p. 242), l'auteur concentre son attention sur les liens qu'entretiennent l'action publique et le quartier,

sur les interactions entre les individus qui vivent *dans* le quartier et ceux qui vivent *du* quartier, sur les représentations des classes populaires et de leurs territoires. En somme, en réalisant une observation minutieuse des mécanismes de domination sociale et des clivages qui traversent l'univers populaire, il s'agit tout à la fois de questionner le lien au politique, les appartenances religieuses et ethniques, mais aussi les rapports sociaux de classe, de race et d'âge.

« Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir », disent les enquêtés (p. 59). En intervenant à l'interface de différents mondes sociaux, les bibliothèques mettent au jour la distance sociale et culturelle qui sépare leurs personnels des classes populaires. Les flammes signalent à cet égard que ce n'est pas un problème de désaffection où de désintérêt mais que des choses se jouent dans ce que ces institutions viennent dire d'elles-mêmes et de la politique qui les gouverne. Elles rendent ainsi compte d'une multiplicité de divisions – entre pairs et entre groupes sociaux – et de conflits à l'intérieur et à l'extérieur de la bibliothèque, comme au sein du quartier. Car l'acte incendiaire cible tout à la fois les catégories sociales dominantes, le système politique et l'État nation. C'est en cela, en tout cas, qu'il semble faire collectivement sens au sein des quartiers populaires.

Avec l'importance qu'elles donnent à l'écrit, les bibliothèques se rapprochent de l'institution scolaire. En valorisant la culture des « lettrés », elles glissent de fait vers l'élitisme, disqualifiant la « lecture plaisir », telle que la presse *people*. Espace d'imposition des codes et des normes de certains groupes sociaux, les bibliothèques réactivent ainsi un conflit autour de l'accès à la vie culturelle, sociale, politique et économique. Pourtant, D. Merklen souligne les tentatives d'adaptation des politiques culturelles dans leurs usages des bibliothèques. C'est le cas avec le passage de nombreuses bibliothèques en médiathèques et l'ouverture aux nouvelles technologies ; c'est le cas aussi avec le changement de dénomination d'un grand nombre d'établissements : la substitution de désignations symboliquement plus neutres, telles qu'*Aladin* ou *Maison du temps libre*, à des noms emblématiques de la gauche intellectuelle. Mais si ces tentatives signalent la dépolitisation progressive des équipements de l'État, comme l'explique l'auteur, elles échouent néanmoins à instituer un espace public garant d'une véritable démocratisation culturelle.

Et dès lors, confrontées à une brutale expérience de différenciation sociale, les classes populaires sont entrées en résistance :

« Il y a une réelle *intelligentsia* non disposée à accepter que ces segments du populaire soient parlés par d'autres et en lutte pour construire une vision du monde et d'eux-mêmes qui échappe à la fois au discours de l'école, des partis politiques et de la presse. » (p. 19)

Le déploiement de la littérature populaire constitue une opposition aux usages traditionnels de la culture dite légitime. Pour D. Merklen, il faut donc regarder de près ce que les blogueurs disent de la vie de leurs quartiers, s'arrêter sur les textes des écrivains de banlieue et des rappers – telle la « Lettre à la République » de Kerry James – pour observer cette réappropriation de productions culturelles comme point d'appui à la contestation de l'ordre social.

Cette « leçon d'écriture des classes populaires » (p. 269) signale que les incendies de bibliothèques ne peuvent être réduits à une pure « violence » : ils contiennent un substrat politique qui demande à être entendu. Souvent, pourtant, les flammes sont renvoyées du côté du sacrilège car elles viendraient « souiller » les fondements du système démocratique. Comme le montre D. Merklen, si les actes incendiaires sont désavoués par les différents acteurs de la scène publique, c'est précisément parce qu'en prendre acte reviendrait à admettre que les bibliothèques sont des institutions au cœur de la conflictualité. Et de fait, les messages de feu entendent justement sortir les bibliothèques du sacré. Car, à distance de leurs finalités émancipatrices et socialisantes, celles-ci constituent en réalité le support matériel et symbolique d'un projet d'intervention d'un groupe social sur un autre. Telle serait alors l'essence des flammes : mettre en doute les représentations faisant de la bibliothèque un espace ouvert à tous et, plus largement, rendre visible une réalité sociale occultée, mettre en question l'exercice du pouvoir, pointer du doigt les formes de discrimination qui affectent les quartiers populaires.

C'est là toute la force de cet ouvrage qui prend le contre-pied des analyses faisant des

quartiers populaires des espaces problématiques et préoccupants, des lieux de la désorganisation sociale, du vide politique et citoyen. En ce sens, cette ethnographie de « la politique au quartier »¹, riche de ses perplexités et de ses nuances, participe d'un véritable travail de repérage des dynamiques qui sont au cœur de la révolte populaire. Au travers des flammes se révèlent les luttes pour l'affirmation d'une citoyenneté s'expérimentant dans l'espace de la démocratie. Ce regard original porté sur les incendies de bibliothèques en milieux populaires, en plus de s'interroger sur ce que sont les classes populaires, engage donc un intense et précieux travail de réflexion sur le renouvellement des formes de participation politique et sur la qualification sociologique qu'il convient de leur donner. Et l'auteur prend ici la mesure des expressions qui composent cette politique populaire, notamment au regard des dynamiques ambivalentes d'individuation – entre injonctions institutionnelles et affirmations subjectives.

Au fond, le refoulement du message adressé par les incendiaires est symptomatique de « l'évolution d'une démocratie qui observe presque impassiblement comment se creusent les fractures sociales » (p. 34), et la démonstration de l'auteur est à cet égard particulièrement éloquente. Si ces formes de participation politique sont « aussi difficiles à comprendre qu'à accepter » (p. 309), elles questionnent la manière dont différents mondes sociaux décident du caractère légitime ou illégitime des ressorts politiques des révoltes populaires. D. Merklen saisit cette occasion pour réaffirmer la nécessité, pour les bibliothèques, « de devenir de véritables institutions de la culture populaire » (p. 20), adossées à un projet politique permettant aux classes populaires de s'émanciper de leurs conditions sociales. Mais surtout, il invite les sciences sociales à engager une réflexion sur le rôle qu'elles ont à jouer, en les incitant à outiller les individus face aux formes de domination sociale qu'ils doivent supporter. On ne demande alors qu'à le suivre dans cette voie.

Amandine Martor -
Université de Lille 1, Clersé

1. Voir Dominique Vidal, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1998 (Brasilia. 14).